



L'Espace géographique, n° 1, 1977, 5-23.  
Doin, 8, place de l'Odéon, Paris-VI<sup>e</sup>.

# LES OUBLIÉS DE L'«HAUSSMANNISATION» DAKAROISE

*Crise du logement populaire  
et exploitation rationnelle des locataires*

Marc VERNIÈRE

*Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris*

CENTRE VILLE  
HABITAT URBAIN  
IMMIGRATION  
MÉTROPOLE  
SÉNÉGAL  
STRUCTURE URBAINE  
TAUDIS  
TIERS MONDE

RESUME. — Une politique de type « haussmannien » a, en quelques années, purgé Dakar de ses taudis centraux. Pour répondre à une demande pressante, celle des locataires démunis et des immigrants récents, qui refusent l'exil à la périphérie, des « marchands de sommeil » d'un nouveau type ont entrepris la taudification hâtive de quelques quartiers centraux résidentiels, tels que Fass Delorme. L'étude de ce quartier met en lumière l'inadaptation d'une politique urbaine héritée ou importée, et permet de préciser le rôle de l'immigration continue vers les métropoles africaines : si elle provoque une crise urbaine manifeste, elle garantit aussi une certaine forme de paix sociale. C'est paradoxalement l'arrêt de l'exode vers la ville, lié à la stagnation économique, qui risque d'engendrer les conflits les plus graves.

CITY CENTER  
DEVELOPING COUNTRIES  
IMMIGRATION  
METROPOLIS  
SENEGAL  
SLUMS  
URBAN HOUSING  
URBAN STRUCTURE

ABSTRACT. — *Those who were forgotten in the Haussmannisation of Dakar.* In the space of a few years, an « Haussmann » type policy has purged Dakar of its central slums. Responding to the pressing requirements of dispossessed tenants and recent immigrants, who refuse to be exiled to the outskirts, a new type of property exploiter has begun the rapid transformation of the central residential areas, such as Fass Delorme, into slums. Study of this area highlights the inappropriateness of an inherited or imported urban policy, and demonstrates the effect of the continuous migration towards African cities : while provoking a visible urban crisis, this also guarantees a certain social peace. Paradoxically, the risk of most serious conflict lies in the combination of economic stagnation with the termination of the influx to the cities.

Les métropoles du Tiers Monde, envahies, au plus tôt depuis la dernière guerre mondiale, par un flux ininterrompu d'immigrants d'origine rurale, offrent à ces néo-citadins des conditions d'existence uniformément précaires. Taudis et bidonvilles intra-urbains sont les témoins peu reluisants de cette hyper-urbanisation récente. Ainsi que le notait Ch. Abrams : « On peut admettre que le taudis sera l'inévitable compagnon du développement urbain, de même que la déformation de l'abdomen précède la naissance... » ; et il ajoute : « l'ennui, c'est que les réformateurs veulent toujours extirper le cancer dès son apparition ».

L'image est juste, puisque ce sont les vocables évocateurs de « déguerpissement », « éradication » qui qualifient le fondement même des politiques urbaines brutales mises en pratique dans la plupart des grandes villes du Tiers Monde capitaliste (1) : l'expul-

(1) Dans les pays socialistes — les cas récents de Pnom-Penh et de Saïgon, liés à la guerre, mis à part — certaines formes de désurbanisation, sensibles en Chine surtout, visent à vider la ville au bénéfice des campagnes, non le centre-ville au bénéfice de la périphérie. Cf. P. GENTELLE, Les villes en Chine, une stratégie différente. *L'Espace géographique*, 1974, n° 4, p. 255.

O.R.S.T.O.M.

Fond  
37 N° : 1596  
Cote B H x1  
Date : 9 JUIN 1982

sion des taudis centraux, refuge des locataires à bas revenus. Le phénomène est universel, comme le prouvent les études de cas réalisées à Lima, Caracas, Bogota, Ankara, Dacca, Karachi, Manille, Kampala, Abidjan, Dakar, pour ne citer que quelques exemples connus.

En contrepartie, sont implantés à la périphérie de ces métropoles des lotissements d'urgence et des villes nouvelles destinées à accueillir les rejetés du centre. Rénovation et délestage de la ville d'un côté, création d'immenses extensions périphériques (officielles ou, très souvent « spontanées ») de l'autre : ces deux mouvements complémentaires, suivant le principe simple des vases communicants, résument la démarche adoptée par les autorités. En cela, elles ne font que reprendre les leçons héritées de l'époque de l'industrialisation-urbanisation de l'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle, notamment celle de l'« haussmannisation » française du Second Empire. Comme pour le Paris de l'époque, une telle politique volontaire aboutit, de nos jours, à une véritable division sociale de l'espace urbain; les occupants des taudis centraux expulsés doivent constituer extra-muros la ceinture périphérique des « classes laborieuses ».

Néanmoins, au-delà de ce mécanisme fondamental, qui obéit à des considérations politiques et surtout à un système économique (l'extension « normale » du Chicago de Burgess en « auréoles concentriques » est largement fonction de la valorisation marchande du centre-ville), il serait audacieux de pousser trop loin les comparaisons.

Ainsi, dans le cadre du seul Tiers Monde contemporain, le degré d'évolution de Dakar n'est pas celui d'Abidjan ou de Lima, mais semble se situer à mi-chemin de ces deux capitales. Le facteur « durée », si important dans toute analyse urbaine dynamique, nous pousse à attribuer à la métropole sénégalaise cette place intermédiaire, dans le monde en voie d'urbanisation, entre l'Afrique « neuve » des forêts et l'Amérique Latine (2). Plus « mûre » qu'Abidjan — à Dakar, une politique urbaine moins brutale correspond à des problèmes de croissance moins aigus : 5 à 6 % du croît démographique annuel, contre près de 12 % à Abidjan — la capitale sénégalaise enregistre par contre quelque retard sur certaines métropoles sud-américaines. Ce décalage est particulièrement sensible en ce qui concerne la solution

(2) Il est vrai que Dakar, dès sa fondation (1857) était destinée, de par la volonté des colonisateurs, à devenir une grande ville française. Ainsi D. Whittlesey pouvait-il affirmer dès 1941 : « Dakar est, dans tout l'Ouest africain, la seule ville au sens européen (ou occidental) du terme. Aucun autre centre ne montre la différenciation spatiale très nette des fonctions qui caractérise l'*urbis occidentalis* (D. WHITTLESEY, *Dakar and the others Cape Verde settlements, The Geographical Review*, oct. 1941). Mais, par « maturité », nous entendons, au-delà de l'ancienneté même de la ville européenne, fondement et modèle de l'ensemble dakarois, tout ce qui est lié au degré d'avancement des contradictions spécifiques caractérisant les villes du Tiers Monde et à la maturation de la « crise urbaine » liée au sous-développement.

du principal problème que pose l'urbanisation massive contemporaine : celui de rapports déséquilibrés entre centres-villes et périphéries. A Dakar, c'est à travers l'analyse des problèmes du logement que nous aborderons cette question. Nous essaierons de mettre en relief l'une des causes essentielles de l'échec, au moins temporaire, des tentatives de remodelage de l'espace urbain dakarois : l'oubli pur et simple par les planificateurs du problème que pose à la ville la présence de nombreux locataires à bas revenus. A travers l'étude de Fass Delorme, quartier central en voie de taudification et refuge des démunis, nous constaterons ensuite que, malgré le désir et la volonté des autorités de décentraliser Dakar, le centre-ville reste encore le secteur vraiment attractif pour les plus défavorisés des Dakarois : une fois les bidonvilles intra-urbains expulsés, la naissance de quartiers locatifs tels que Fass Delorme le prouve à l'évidence. En même temps nous observerons, dans ce quartier d'un nouveau type, une nette évolution de la société urbaine dakaroise : même chez les plus pauvres des citoyens, l'exploitation du voisin a pris le pas sur certaines formes d'entraide. Si les rapports sociaux, dans le Dakar de 1974, semblent se durcir, c'est sans doute qu'une nouvelle étape a été franchie sur la voie de la prolétarianisation, au sens moderne du terme, des plus pauvres Dakarois.

## I. POLITIQUE URBAINE A DAKAR : LES LOCATAIRES « OUBLIÉS » DE L'URBANISATION.

En voulant brûler les étapes dans leur entreprise de « décongestion » du centre-ville, les autorités, appliquant fidèlement les propositions d'un plan directeur d'urbanisme importé d'Europe, n'ont pas toujours tenu compte de certaines réalités locales.

### 1. L'urbanisation périphérique : réussites, échecs.

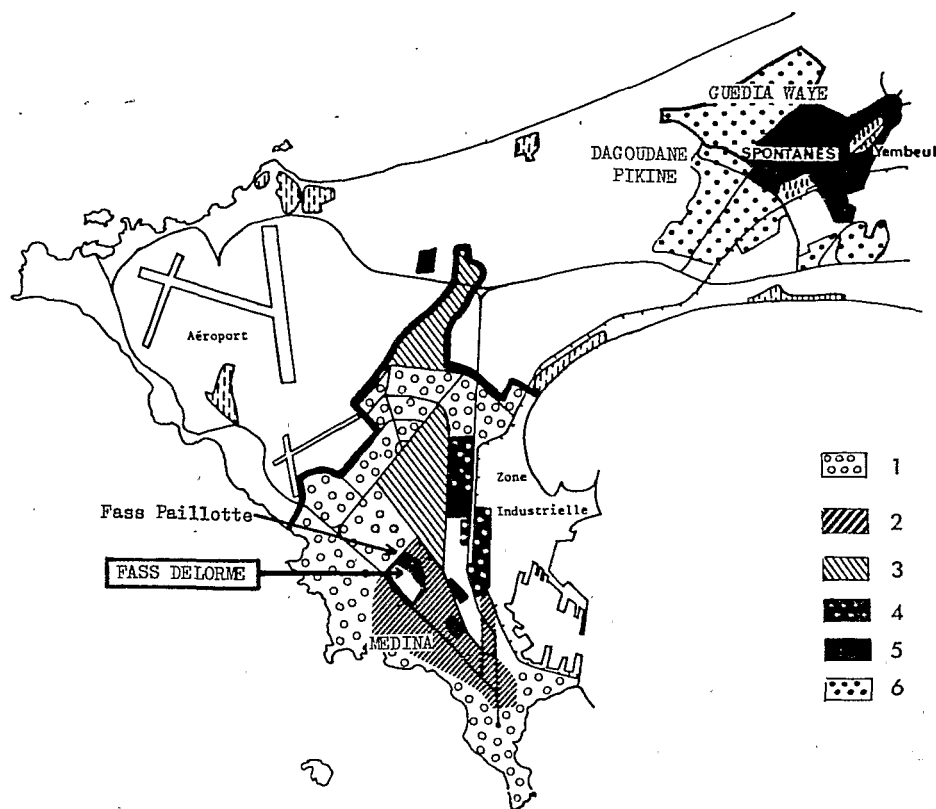
#### a. L'haussmannisation à la Dakaroise.

Contrairement au cas d'autres grandes villes africaines (3), le « laisser-aller » en matière d'urbanisme n'a jamais été de règle à Dakar. Volonté politique (Dakar devait être la prestigieuse capitale de toute l'A.O.F.), et tradition jacobine ont abouti à une ferme prise en mains de la croissance urbaine par les

(3) Nous pensons en particulier à Douala, capitale économique du Cameroun; cf. Ph. HAERINGER, *Propriété foncière et politique urbaine à Douala. Cahiers d'Etudes Africaines*, 51, XIII, 1973, p. 469.

FIG. 1. — L'urbanisation récente au Cap Vert.

1. Cités et zones administratives ou résidentielles peu denses. — 2. Quartiers centraux d'accueil pour les immigrants. — 3. Quartiers d'accueil plus récents. — 4. Bidonvilles déguerpis entre 1969 et 1973. — 5. Bidonvilles subsistants en 1974. — 6. Lotissements périphériques de « déguerpis ».



autorités coloniales, puis par l'Etat sénégalais. Longtemps adaptées à l'évolution mesurée de la capitale, ces entreprises volontaires se sont multipliées depuis une dizaine d'années. Toutes avaient un but commun : délester un centre-ville surpeuplé par l'arrivée toujours plus massive de migrants d'origine rurale et, pour ce faire, créer des lotissements périphériques. Quant aux grandes opérations immobilières, elles étaient destinées à satisfaire les classes moyennes de la société urbaine. Mais, au-delà de considérations techniques liées au remodelage de l'espace dakarois, il fallait tenir compte de la nature même de la demande en logements, et cela sur trois plans : l'aspect matériel du logement, le type d'occupation de l'habitation, la localisation.

Turner, dans sa magistrale analyse des quartiers spontanés urbains des villes du Tiers Monde (4), résume pour les trois types principaux de citadins intéressés la nature de ces besoins.

Pour les classes moyennes, le principal agent de la promotion sociale est, dans le domaine du logement, une maison conforme aux standards modernes. A Dakar, ces besoins sont en grande partie satisfaits par la construction d'ensembles de villas de moyen standing (SICAP) et d'appartements en immeubles collectifs (OHLM).

Pour la masse des salariés, ruraux d'origine mais déjà citadins de longue date, c'est la sécurité du statut de résidence qui est placée au-dessus du confort matériel dans l'ordre des priorités. La propriété du logement est une véritable obsession pour ces néo-citadins : elle leur assure une forme de sécurité ; de plus, cette résidence permanente est indispensable au maintien de relations dans le cadre de la famille « élargie ». Pour cet ensemble également, on peut considérer que l'action des autorités est, sinon suffisante, du moins relativement satisfaisante. En effet, en même temps qu'elles expulsaient les bidonvilles intra-urbains, domaine de « squatters » propriétaires de leurs toits, elles lotissaient, à la périphérie, l'immense domaine de Dagoudane Pikine (fig. 1) ; les propriétaires en bidonville expulsés recevaient, dans l'immense « ville nouvelle », une parcelle en compensation. Même mécontents d'être exilés loin de Dakar, les nouveaux propriétaires, légitimement reconnus cette fois, acceptaient la transaction.

Mais, pour l'ensemble des immigrants récents, le plus souvent sous-employés et locataires dans les bidonvilles, les besoins sont tout différents et assez contraignants : il leur faut absolument des logements, même de très bas niveau, localisés à proximité immédiate des lieux d'emploi, afin de quêter un travail quotidien. Pour ceux-là, rien n'a été fait à Dakar. Sans doute a-t-on pensé que les locataires, une fois les bidonvilles du centre expulsés, gagneraient à leur tour la périphérie de Dakar. Ceux

(4) J. TURNER, *Uncontrolled urban settlements : problems and politics*, in BREESE G.W., *The city in newly developing countries*. Englewood Cliffs (NJ), Prentice-Hall.

d'entre eux, en effet, qui avaient la plus longue expérience de la ville et quelques économies, sont allés peu à peu s'implanter au-delà de Pikine, dans des quartiers spontanés qu'ils ont créés eux-mêmes. Ces établissements irréguliers (fig. 1), actuellement peuplés de 50 000 habitants (tous propriétaires de leur parcelle, illégalement achetée aux autochtones *Lebou* des villages du Cap Vert) sont la première réponse populaire de ceux que l'urbanisation officielle a négligé de satisfaire.

Cependant, une forte majorité de locataires, immigrés les plus récents, n'ont pas les moyens de s'installer à leur compte : expulsés d'un bidonville, ils se recasent dans un autre mais refusent, puisqu'ils ne peuvent encore devenir possesseurs d'une parcelle à bâtir, de s'éloigner de Dakar-ville.

#### b. Inadaptation des lotissements périphériques pour les locataires.

Les lointaines extensions dakaroises se résument surtout à l'agglomération de Dagoudane Pikine, sorte de satellite de la capitale, créé volontairement à 15 km du centre-ville : elles manquent d'attrait pour les locataires. Même pour les quelque 200 000 habitants actuels de la ville nouvelle, les problèmes quotidiens ne manquent pas. Ils sont liés à deux facteurs : l'éloignement des lieux d'emploi et l'insuffisance des moyens de transport d'une part, de l'autre l'absence de fonctions urbaines à Pikine même, ensemble qui, par le nombre de ses habitants, est pourtant la seconde « ville » du Sénégal (5).

*Pikine n'est pas une ville.* — Agé d'un peu plus de vingt ans, le lotissement de Pikine n'a que très partiellement les fonctions d'une ville. Il n'est encore qu'un dortoir et non un endroit où on travaille : aucune industrie dakaroise n'y a été décentralisée, et même le secteur « tertiaire informel », grand pourvoyeur en petits emplois, y est insuffisamment représenté. Actuellement, cette zone ne peut présenter aucun intérêt pour les migrants ruraux récents. Cette situation est à rapprocher de celle que décrit Turner à Lima (6) : dans l'établissement périphérique de San Martín, peuplé de 60 000 habitants en 1960, 5 % seulement des occupants venaient directement de la campagne. Par contre, Carabayllo-Comas, véritable ville nouvelle, troisième agglomération du Pérou, reproduisait à cette date, du fait de son ancienneté relative, les fonctions d'une vraie ville, satellite de Lima, avec son propre centre-ville générateur d'emplois locaux. Une évolution de ce type peut caractériser Pikine dans l'avenir : dès lors, au lieu de repousser les migrants, elle les attirera. Mais cette polarisation sur Pikine est loin d'être réalisée.

(5) Pour plus de détails, cf. M. VERNIÈRE, *Pikine, ville nouvelle de Dakar, un cas de pseudo-urbanisation*. *L'Espace Géographique*, 1973, n° 2, p. 107.

(6) J. TURNER, *Uncontrolled urban settlements*; *op. cit.* note 4.

*La séparation habitat-emploi.* — Actuellement, l'obstacle le plus grave pour l'installation des plus pauvres dakarois en banlieue est donc l'absence totale sur place d'emplois modernes; de la ville nouvelle doivent partir, chaque matin, près de la moitié des travailleurs qui composent sa population active. Employés à Dakar Centre ou dans la zone industrielle portuaire, ils doivent utiliser des transports en commun insuffisants et trop coûteux pour eux. Là encore, l'évolution dakaroise est en retard par rapport à ce que l'on peut constater dans certaines métropoles sud-américaines. Une étude récente concernant la ville de Bogota (7) montre que les rapports entre centre et périphérie y sont moins déséquilibrés : plus de la moitié des usines de l'agglomération sont actuellement implantées à la périphérie, tandis que, pour les travailleurs, de très importants services de transports en commun (presque gratuits) ont été mis en place; ces actions volontaires, liées à l'insuffisance du parc de logements au centre-ville (Bogota compte 4 fois plus d'habitants que Dakar) réduisent l'immigration dans le centre : les établissements périphériques jouent désormais ce rôle d'accueil (le *Barrio* périphérique El Carmen compte 58 % d'immigrants récents) (8).

Dans l'avenir, les projets d'industrialisation du Cap Vert aboutiront peut-être à des résultats analogues pour Dakar-Pikine; mais, en 1975, l'attrait de Dakar Centre demeure aussi fort.

## 2. L'attrait des bidonvilles intra-urbains.

Jusqu'à une période très récente, d'importants quartiers spontanés intra-urbains, proches de la zone industrielle, jouaient le rôle d'abcès de fixation pour tous ceux qui ne pouvaient se permettre de s'implanter à la périphérie. Ces ensembles de baraques densément peuplés ont toujours été la cible des autorités. Pourtant, malgré les expulsions successives, soit par création de nouveaux bidonvilles, soit par densification de ceux qui subsistaient encore, ces quartiers ont abrité à Dakar, entre 1960 et 1969, au moins 60 000 habitants.

#### a. Le rôle des bidonvilles du centre.

Créés avant 1940 pour les plus anciens, et surtout dans l'immédiat après-guerre, les bidonvilles dakarois sont, à l'origine des établissements de squatters propriétaires de leur parcelle. Dans un contexte général de croissance démographique mesurée, ces

(7) G. VERNEZ, *Movimientos residenciales de los migrantes en la Metrópoli: el caso de Bogotá*. Bogotá, Corporación centro regional de población, 1973.

(8) FLINN, *The process of migration to a shantytown in Bogotá, Colombia*. *American Economic Affairs*, n° 22, p. 77-88.

quartiers assurent la sécurité de résidence aux immigrants d'ancienne date qui ont transité, en tant que locataires, dans la ville « africaine » de Medina; cette dernière, désormais très densément peuplée, ne leur offrait plus la possibilité d'accéder à la propriété.

Très vite les bidonvilles, comme Medina, font leur plein de propriétaires de parcelles; ceux-ci, autant pour s'assurer quelques revenus que pour héberger les nouvelles vagues d'immigrants d'origine rurale, offrent à ces derniers quelques pièces à louer dans les baraques dont ils encomrent leurs parcelles. Les relations entre propriétaires et locataires sont assez cordiales : les premiers, citadins âgés au seuil de la retraite, survivent grâce aux loyers versés par les jeunes immigrants. En échange, véritable « pater familias », le propriétaire assure au locataire, en même temps qu'un toit, un environnement social très sécurisant. Les regroupements par ethnie et même par village d'origine sont la règle dans le bidonville; c'est par l'entremise de sa famille que le jeune locataire trouve à se loger chez un propriétaire qui n'est jamais vraiment un étranger pour lui.

Société de transition, le bidonville a aussi, pour les jeunes, l'avantage d'être générateur d'emplois. Une enquête récente dans le quartier spontané de Fass Paillotte (9) nous a ainsi montré que près de la moitié des actifs y travaillaient sur place dans un secteur tertiaire informel hypertrophié.

Havre des vieux propriétaires, le bidonville joue un rôle essentiel pour les jeunes locataires : quartier spécifiquement urbain, il reproduit néanmoins des modèles villageois rassurants.

#### b. La fin des bidonvilles à Dakar.

Pourtant, deux attitudes vis-à-vis des bidonvilles se sont toujours affrontées. Comme nous, la plupart des géographes, sociologues et anthropologues anglo-saxons ont toujours tenté de mettre en valeur l'utilité, sinon les mérites des quartiers spontanés de ce type. Southall et Gutkind à Kampala, Gordon Wilson à Mombasa, Marris à Lagos, Mc Vicar à Nairobi, parviennent tous aux mêmes conclusions. Pour des raisons morales, sociologiques et économiques, tous rejettent l'idée du « déguerpissement » des bidonvilles et proposent leur réaménagement sur place.

L'autre attitude est celle des autorités chargées de la planification urbaine. A Dakar, depuis 1969, elles ont entrepris de faire disparaître totalement les bidonvilles intra-urbains. Après les déguerpissements massifs des cinq dernières années, il ne reste plus à Dakar que trois petits bidonvilles (10) regroupant moins de 15 000 habitants. Quelques dizaines de milliers de locataires, ne pouvant s'installer à la périphérie, doivent se reloger à proximité des lieux

d'emploi, c'est-à-dire au centre de la ville, où les possibilités d'accueil sont désormais très limitées. Où vont-ils tenter de s'implanter de nouveau, dans une ville qui les rejette ?

Les petits bidonvilles résiduels de Dakar sont le premier refuge naturel des « déguerpis ». Celui de Fass Paillotte voit ainsi, en cinq ans, sa population augmenter d'un tiers. Par contre, le petit bidonville de Rass Mission, le plus ancien de Dakar (11), se replie sur lui-même et ferme ses portes aux locataires en quête d'un toit. Les quartiers lotis de Grand Dakar, Grand Yoff et, dans une mesure bien moindre, Medina, quoique saturés, accueillent un certain nombre d'expulsés. Mais il ne s'agit là que d'expédients.

### 3. Recherche d'un substitut de bidonville.

Le marché locatif traditionnel des bidonvilles du centre est bloqué; l'offre en logements bon marché, diminue beaucoup. Et pourtant la demande récente en abris de ce type continue à s'amplifier, au rythme de l'arrivée de nouveaux migrants à Dakar Centre. En déniaut aux bidonvilles intra-urbains toute fonction réelle puisqu'ils n'ont été « déguerpis » qu'en tant qu'entités inesthétiques, les autorités ont fermé les yeux sur les besoins pressants des néo-citadins, satisfaits jusqu'à présent par les seuls quartiers spontanés. Officiellement, les immigrants récents démunis n'existent pas à Dakar ? C'est donc officiellement que vont se régler leurs problèmes. Or, il n'y a plus de place disponible pour que se créent, à Dakar même, de nouveaux quartiers spontanés. On peut en déduire que, sous la pression de la demande populaire en logements de très faible niveau, des quartiers déjà existants, légalement reconnus, vont devoir remplir les fonctions des anciens bidonvilles illégaux. Ainsi, dans le Paris du XIX<sup>e</sup> siècle, les « casernes prolétariennes » avaient succédé aux taudis centraux, après la réalisation des entreprises énergiques d'Haussmann : l'exploitation des locataires pouvait désormais, aux mains des « marchands de sommeil » de petite envergure, se réaliser au grand jour.

A Dakar, en 1974, quel pouvait être notre terrain d'enquête ? Où trouver l'un de ces nouveaux « abcès de fixation » dont l'existence apparaissait nécessaire ? Un tel quartier devrait, à coup sûr, répondre aux caractéristiques suivantes : i) ne pas être trop éloigné des lieux d'emploi; ii) proposer des logements précaires à un loyer très bas (1 500 F/CFA par mois pour une pièce), donc être occupé, au moins partiellement, par des baraques en bois; iii) se caractériser, en l'espace de 5 ans, par une densification et un peuplement extrêmement rapides, conséquence de

(9) M. VERNÈRE, P. GONDARD, *Un vieux bidonville intra-urbain de Dakar : Fass Paillotte*. Paris, EPHE-CNRS, 1974.

(10) Ceux de Fass Paillotte, Rass Mission, Fith Mith (fig. 1.)

(11) Étudié par N. ANQUETIL, *Le bidonville de Rass Mission*. Université de Paris-I, 1975, mémoire de maîtrise dirigé par G. SAUTTER.



PHOTO 1. — Naissance de Fass Delorme en 1960  
(cliché IGN).



l'accueil massif d'immigrants récents et de « déguerpis » locataires. Le quartier récent de Fass Delorme (fig. 1) répondait à ce profil. En 1968, Fass apparaissait encore comme un quartier moderne de propriétaires à moyens revenus: totalement cadastré, peu densément peuplé, c'était un grand quadrilatère en construction où des blocs de parcelles de taille importante (400 m<sup>2</sup>), bâties en « dur », alternaient avec des champs de cultures maraîchères. Longé sur tout son flanc nord-est par le bidonville de Fass Paillotte, Fass Delorme donnait alors l'image d'un quartier parfaitement « intégré », face à l'agrégat de baraques tout proche (photo 1).

Fin 1973 (donc immédiatement après les opérations massives de déguerpissement des bidonvilles centraux) le décor a bien changé: toutes les surfaces cultivées, découpées en parcelles à bâtir, sont désormais densément occupées par de vastes « casernes locatives » (photo 2), baraques mesurant jusqu'à 25 m de longueur sur 3 de large. Fass Delorme, toujours considéré comme un « beau quartier », est en réalité devenu, en certains secteurs, un bidonville au sens physiologique du terme; juridiquement reconnu, puisqu'enregistré au cadastre, il a pourtant hérité des fonctions des quartiers illégaux expulsés. Mais là s'arrêtent les ressemblances: domaine des « marchands de sommeil » et non havre des immigrants, simple dortoir payant et non microcosme sécurisant, Fass Delorme témoigne, au plus bas niveau de la société urbaine dakaroise, de l'apparition de nouveaux types de rapports entre citoyens dominés.

## II. TAUDIFICATION DE FASS DELORME : DE NOUVELLES FORMES D'ENTREPRISES « PRIVÉES » FACE A LA CRISE DU LOGEMENT POPULAIRE.

### 1. Fass Delorme, un quartier mixte, une double évolution.

#### a. L'évolution normale d'un quartier central de moyen standing.

En 1952, Fass Delorme est un bloc de verdure résiduel que cerne la ville de Dakar. Les parcelles de cultures maraîchères qu'il porte sont en partie la possession de quelques familles Lebou, le plus gros ensemble appartenant à un unique propriétaire: le Français Delorme, qui en avait fait l'acquisition avant la guerre. A cette date, le gouverneur, désireux de mettre en œuvre le plan directeur d'urbanisme de Pinet Laprade, commence la première grande phase d'extension spatiale de Dakar: création du faubourg de Grand Dakar et du lotissement périphérique de Dagoudane Pikine. Sommé par les autorités de leur vendre, pour lotissement, l'ensemble de



PHOTO 2. — Taudification de Fass Delorme en 1973. A. Le bidonville traditionnel; B. Le secteur moderne de Fass Delorme; C. Les casernes locatives de Fass Delorme (cliché IGN).

son terrain, Delorme préfère le lotir lui-même et revendre des parcelles de 3 à 400 m<sup>2</sup>. Ses tarifs, de l'aveu des habitants actuels du quartier, sont particulièrement avantageux: 400 F/CFA le m<sup>2</sup> pour les jardiniers qui cultivent le terrain à vendre, 600 F pour les autres, aspirants-propriétaires. L'attitude de Delorme lui vaut la reconnaissance des nouveaux occupants, qui donnent son nom au nouveau quartier.

Propriétaires à partir de 1953, les acquéreurs n'occupent pas immédiatement leurs lots: ils désirent construire en « dur ». L'opération est de longue haleine et, durant plusieurs années, ils demeurent locataires à Medina, ou surtout à Fass Paillotte, bidonville tout proche. En 1960 (photo 1), la partie du quartier lotie par Delorme n'est encore que très partiellement bâtie; mais par des maisons en dur de belle prestance. C'est d'ailleurs à cette date que les Lebou, propriétaires du reste du terrain, commencent eux aussi à lotir leurs champs et à vendre des parcelles de 400 m<sup>2</sup> à des tarifs un peu supérieurs à ceux pratiqués par Delorme (de 800 à 1 000 F/m<sup>2</sup>).

En 1965, Fass Delorme est, à l'image de Dakar ville, un quartier dont le parc de logements évolue

harmonieusement. Des bidonvilles intra-urbains, qui fixent les immigrants d'origine rurale dans leurs baraques bon marché; des banlieues de déguerpis, qui permettent aux vieux citadins d'accéder, à la périphérie, à la propriété d'une parcelle: ces deux types d'établissements permettent la croissance mesurée de quartiers tels que Fass Delorme.

b. *La taudification de Fass Delorme, conséquence des déguerpissements massifs des bidonvilles centraux.*

Photographies aériennes récentes et registre cadastral permettent de saisir l'évolution rapide de Fass Delorme depuis 10 ans. Il suffit pour ce faire de repérer les parcelles densément occupées par des baraques de bois, et de chercher ensuite le nom de leur propriétaire et la date à laquelle elles ont été vendues. Deux phases de lotissement intensif peuvent être mises en évidence.

De 1965 à 1968, ont lieu les premiers déguerpissements de la plus ancienne génération de bidonvilles centraux qui longent l'autoroute (Baye Laye, N'Dondy, Baye Gainde, M'Bod, etc.). Ces vieux quartiers regroupaient de fortes concentrations de propriétaires toucouleurs (12). Ces derniers, expulsés du centre-ville, gagnent la périphérie lotie (Pikine) ou spontanée (Pikine Irrégulier) (13), ou décident d'acquérir une parcelle à Dakar même. A cette période, la majorité des parcelles cédées à Fass Delorme par des Lebou sont vendues à des Toucouleur.

De 1969 à 1973, les « déguerpissements » deviennent beaucoup plus massifs encore et les locataires expulsés réclament des abris. Alors se situe la période des plus fortes ventes de parcelles à Fass Delorme: les ultimes jardins cultivés disparaissent, tandis que les Lebou distribuent les restes de leur patrimoine foncier. Fait original, les acquéreurs sont de tous nouveaux venus dans le cadre de l'urbanisation dakaroise: il s'agit d'acheteurs sarakholle. Depuis 1969, selon les registres cadastraux, les deux tiers des acheteurs de parcelles sont des représentants de cette ethnie, gros commerçants et surtout *travailleurs émigrés revenus de France*. Très mal intégrés à la société urbaine — rares sont ceux d'entre eux qui parlent le wolof — ces nouveaux propriétaires ne cachent pas leurs ambitions en édifiant leurs baraques; la plupart du temps, ils n'habitent même pas leur parcelle et sont de véritables marchands de sommeil, qui n'entretiennent avec leurs locataires aucun rapport autre qu'économique. Ils sont évidemment très mal vus par les propriétaires de la partie

« moderne » de Fass Delorme, qui déplorent la « taudification » de leur quartier et l'arrivée des « Français », ainsi qu'ils les appellent.

2. *A Fass Delorme: exploités et exploités.*

Pour donner une image complète des nouveaux types de rapports entre propriétaires et locataires dans les taudis récents de Fass Delorme, nous avons choisi d'enquêter exhaustivement dans un îlot; il s'agit d'une grande pièce de terrain, autrefois propriété unique d'un citadin lebou, découpée entre 1968 et 1974 en parcelles à bâtir. Toujours enregistré au cadastre sous le nom de son ancien propriétaire, cet ensemble de 0,75 ha est en fait devenu, aux mains d'une vingtaine de propriétaires différents, un micro-bidonville, agrégat de baraques en bois surpeuplées.

a. *La fin de l'emprise foncière lebou sur Dakar.*

L'historique du Titre foncier X témoigne de la fin d'une époque à Dakar. A. Seck, déjà (14), avait finement analysé les empiètements progressifs que Dakar, en progression spatiale, avait fait subir au patrimoine foncier des lebou autochtones. Certaines « grandes familles » avaient néanmoins réussi à monnayer habilement leur retrait de la capitale, depuis longtemps déjà. En ce sens le TF X, propriété de F., était une survivance. F., ancien contremaître des Travaux publics de Dakar, grand ami de Blaise Diagne, était jadis un très gros propriétaire foncier. Il avait cédé à l'Etat français de nombreux terrains (emplacement d'une caserne, du lycée Delafosse, du supermarché SAHM) et, en 1968, ne conservait que quelques grandes parcelles bâties « familiales » à Medina et à Gueule Tapée, et le TF X à Fass Delorme. Homme du passé et non spéculateur, F., gloire de sa famille, a toujours veillé aux intérêts des siens et refusé de vendre. Pourtant, devant les menaces de déguerpissement de certains quartiers de Gueule Tapée en rénovation, il accepte de diviser le TF X entre quelques-uns de ses héritiers qui refusent de s'exiler à Pikine: cinq d'entre eux se partagent donc le terrain et, plutôt que de l'occuper, organisent immédiatement la revente.

En 1974 (fig. 2), le TF X est divisé en 22 parcelles de 300 à 800 m<sup>2</sup>, dont 17 sont habitées. Si quatre d'entre elles sont occupées par les héritiers les plus démunis de F. (dont deux femmes), les treize autres ont été vendues; ces transactions ont rapporté un peu plus de 10 millions CFA aux propriétaires, chiffre bien faible quand on considère l'usage très lucratif qu'en font les nouveaux acquéreurs: les

(12) A.B. DIOP, La migration toucouleur à Dakar. Dakar, Bull. IFAN, n° 34, 1960.

(13) Cf. A. LERICOLLAIS et M. VERNIÈRE, L'émigration toucouleur: du fleuve Sénégal à Dakar. Cah. ORSTOM, série Sciences Humaines, vol. XII, 1975.

(14) A. SECK, Dakar, Métropole ouest-africaine. Bull. IFAN, 1970.



Prix achat Parcelle	N° Parcelles	Ethnie Proprio		Age	Date Instal	Mode Acq.	Domicile Absents		Nb Pièces bois dur	Nb locat. adultes femmes hommes	Revenus locatifs	Nb Total habitants	Surface parcelle
		Lebou	Wolof				Toucoul.	Sarakh.					
1.600.000	15										31.500F	47	800m <sup>2</sup>
800.000	16										25.000F	44	400
570.000	21										13.500F	21	350
710.000	SKA										35.000	30	400
810.000	SKB										27.000	40	400
585.000	20										20.000	32	400
750.000	17-18										22.500	47	400
500.000	5										6.000	12	250
450.000	8										18.000	47	400
1.525.000	10										49.500	73	800
720.000	9										24.000	39	350
750.000	14										22.500	42	400
740.000	19										40.500	79	550
	3											14	80
	4											8	100
	7											7	120
	22											6	100

Fig. 2. — Occupation du Titre foncier X à Fass Delorme.

0,55 ha, 17 parcelles occupées, 582 habitants (1 050 hab./ha), dont 235 locataires adultes.

Lebou ont « cédé » leur terrain sans grand profit. Vendeurs fanatiques, ils ont du moins eu la satisfaction de faire leurs prix « à la tête du client » : de 1 400 F/m<sup>2</sup> pour un ami wolof à 2 000 F pour un « étranger » sarakhollé.

#### b. La loi des « marchands de sommeil ».

Le Titre foncier X (fig. 2), terrain vide il y a peu, est désormais un véritable sous-quartier de Fass Delorme, peuplé de 582 habitants sur 3/4 d'hectare — 0,55 ha, si l'on ne tient compte que des parcelles bâties — : la densité y est donc de 1 050 hab./ha (soit la même que celle de Fass Paillotte, le bidonville voisin). Sa population se compose des quelques propriétaires présents et de leurs familles (71 personnes), et surtout d'un bataillon de locataires (88 % des habitants). La fonction de dortoir pour locataires de ce nouveau sous-quartier est plus évidente encore quand on sait que, sur les 511 résidents de ce type, on ne dénombre que 215 enfants et personnes âgées, contre 296 adultes en âge de travailler. Aucun des vieux bidonvilles dakarois ne présentait, en terme de démographie, des pyramides des âges aussi déséquilibrées (15); jamais autant que Fass Delorme les taudis centraux n'avaient été axés à ce point sur l'exploitation rationnelle des locataires. Dans ce cadre nouveau, cette activité devient affaire de spécialistes;

(15) Il est instructif de comparer ces chiffres avec ceux de Guedia Waye, lotissement périphérique récent et dortoir des inactifs; ce quartier, véritable « négatif » de Fass Delorme, compte 80 % d'enfants et de vieilles gens dans sa population. Cf. M. VERNIÈRE, L'expulsion des bidonvilles dakarois, bouleversement d'une société urbaine de transition. *Psychopathologie africaine*, Dakar.

à Fass Delorme, émergent des « marchands de sommeil » assez différents de ceux que l'on rencontre encore à Fass Paillotte, le « vrai » bidonville.

*Les nouveaux marchands de sommeil.* — Loger sa famille dans sa propre parcelle : telle est l'ambition de tous les ruraux d'origine qui ont subi la grande ville durant des dizaines d'années. Ce n'est le plus souvent qu'après l'âge de 50 ans que ce rêve se réalise parfois; louer quelques pièces de sa baraque à de jeunes locataires n'est alors qu'une forme d'assurance-vieillesse pour les propriétaires âgés. Ainsi, à Fass Paillotte en 1974, 8 possesseurs de parcelles sur 10 étaient âgés de plus de 50 ans; si l'on dénombreait plus d'un quart de propriétaires « absentéistes », c'est que ces derniers, soit répartis au village, soit exilés à Pikine, n'avaient que leurs seuls revenus locatifs (à peine 5 000 F/mois pour chacun d'entre eux) (16) pour vivre.

A Fass Delorme, parmi les 13 propriétaires de notre échantillon qui ont des locataires, 8 d'entre eux sont en permanence absents de leur parcelle. Trois seulement sont âgés de plus de 50 ans, tandis que 6 ont moins de 40 ans. A l'exception d'un seul propriétaire, accidenté du travail, tous les autres, exerçant une profession lucrative, ne considèrent leurs revenus locatifs que comme un appoint financier. Un seul Wolof excepté, ils sont Toucouleur, installés avant 1970, ou Sarakhollé, installés depuis 1971. Plusieurs traits différencient les représentants de ces deux ethnies. Les Toucouleur, relativement âgés, ont laissé dans leur parcelle un collecteur de

(16) M. VERNIÈRE et P. GONDARD, Fass Paillotte, op. cit. note 9.

loyer et habitent actuellement à Pikine : exception faite de l'importance des revenus locatifs qu'ils perçoivent, ils s'apparentent au type de propriétaires que l'on peut rencontrer dans les bidonvilles. Tel n'est pas le cas des très jeunes propriétaires Sarahollé; l'un d'entre eux réside actuellement en France, mais 5 sur 7 sont passés par la Région parisienne ! C'est leur salaire de « travailleurs immigrés » qui leur a permis d'investir à Fass Delorme. C'est sans doute aussi en France qu'ils ont appris ce que « marchand de sommeil » voulait dire, avant d'appliquer la recette à leur pays d'origine.

*La spéculation locative : une affaire rentable.* — Nulle trace de taudis à Fass Delorme, si l'on se contente de sillonner les rues. Les nouveaux propriétaires se sont empressés d'enclorre leurs parcelles de murs en parpaings et de construire, aux angles des rues et en façade, des maisons en « dur ». Au prix de 3 à 4 000 F/pièce, ces maisons sont louées à des locataires aisés, quand le propriétaire lui-même n'est pas résident. Mais c'est à l'intérieur des parcelles que s'opère très vite le remplissage en baraques de bois. Bien que construites en mêmes matériaux que les habitations du bidonville de Fass Paillotte, ces dernières, véritables « casernes locatives », sont beaucoup mieux adaptées que les petites baraques du vieux quartier spontané à un objectif précis : loger le plus de locataires possible. La photo 2 montre l'aspect surprenant de ces constructions, dont la physionomie rappelle celle de certaines courées du Nord de la France ou du cœur de Paris.

Pratiquée de la sorte, la spéculation locative est une affaire rentable : 133 pièces louées à 235 locataires payants rapportent, en moyenne, près de 30 000 F/mois à leurs propriétaires. L'un de ceux-ci, sur 550 m<sup>2</sup>, loue même 23 pièces à 38 locataires : sa parcelle compte 79 habitants. On peut affirmer que, nulle part à Dakar, un capital ne fructifie aussi rapidement : ce dernier propriétaire, pour un investissement total de 1 450 000 CFA (achat du terrain + 5 baraques), touche chaque année plus de 500 000 F de revenus locatifs; en moins de trois années il sera entièrement remboursé de ses frais de départ. En louant une villa moderne « SICAP » dont il est propriétaire, jamais un fonctionnaire aisé ne réalisera aussi vite cette opération. L'exploitation de locataires à très bas revenus, si fructueuse qu'elle soit, n'est pas contrôlée par les représentants du secteur moderne de la société dakaroise, mais par de nouveaux riches issus du milieu populaire et même « traditionnel » — parmi ces propriétaires, plus de la moitié sont des commerçants en gros. Là encore, tirons la leçon des conséquences de la politique du baron Haussmann à Paris sur le marché du logement populaire : « Les efforts des grands promoteurs en matière de logement ouvrier resteront modérés : ils abandonneront ce champ à des spéculateurs de moins haute volée, ce qui ne signifie pas que les profits tirés des « casernes prolétariennes » ne restent pas appréciables » (17).

*Propriétaires et locataires : de nouveaux types de rapports.* — Pour les locataires de Fass Delorme, ce ne sont pas les conditions matérielles d'existence qui changent vraiment : pour un loyer analogue à celui qu'ils versaient dans les bidonvilles, ils disposent de la même place que dans leur ancien logement : ici comme ailleurs, 4 personnes en moyenne s'entassent dans une pièce louée. Pour eux, ce sont les rapports qu'ils entretiennent avec leur propriétaire qui ne sont plus les mêmes. Dans le bidonville, quand le locataire n'était pas de la même ethnie que son propriétaire, du moins avait-il presque toujours été recommandé avant de le contacter. Des liens de type paternaliste se nouent entre le vieil homme et son jeune locataire. Dans un cadre analogue, mais à Abidjan, B. Baudot (18) écrivait à ce sujet : « Le personnage du propriétaire ne joue pas un rôle moderniste, il est le symbole de la pérennité des coutumes, celui dans lequel s'incarnent, en milieu urbain, les prérogatives du chef de famille traditionnel ».

Toujours dans le cadre d'Abidjan, les auteurs d'une étude concernant les problèmes du logement dans la capitale ivoirienne (19) qualifiaient même le « propriétaire » de « protecteur et pionnier qui initie, bon gré mal gré, les immigrants à la vie urbaine ».

Dans le cas de Fass Delorme, rien de tel : les locataires ont trouvé leur logement en faisant du « porte à porte », aucun d'entre eux n'a partagé le repas de son propriétaire; s'il ne peut payer son loyer, le locataire est expulsé sans remords. L'entraide ethnique ne joue évidemment aucun rôle, sauf entre les locataires eux-mêmes, qui font parfois bloc contre le propriétaire.

Plus de « réalisme » dans les rapports sociaux, plus de souci de rentabilité de la part des propriétaires, une nouvelle race de jeunes marchands de sommeil : telles sont quelques caractéristiques des quartiers qui, en 1974, ont remplacé les vieux bidonvilles « déguerpis ».

Mais il serait faux de prétendre que cette évolution prouve, suivant une trop fameuse dichotomie, l'existence d'un « passage » du rural à l'urbain, du traditionnel au moderne. Ni à Dakar ni ailleurs, la ville n'a, en soi, un contenu culturel propre, une vertu intégrante qui fait évoluer les mentalités. Dans un milieu qui se trouve être celui de la ville, l'évolution des rapports sociaux s'effectue sous la pression des conditions économiques et des décisions politiques. Si la ville est un cadre de changement, elle n'est en aucun cas un agent de changement.

(17) J. CEAUX, Rénovation urbaine et stratégie de classe, rappel de quelques aspects de l'urbanisme. *Espace et Société*, n° 13-14, 1974-75.

(18) B. BAUDOT, *La stratification sociale à Abidjan*. Abidjan, 1967, ronéo, Inst. de Géogr. tropicale. DES, sous la direction de G. BALANDIER.

(19) *Rapport SEMA-CASHA*. Abidjan, 1964, Min. du Plan, 15 vol.

Domiciles		1er Domicile à DAKAR						2ème Domicile à DAKAR							
		10%	20%	30%	40%	50%	60%	10%	20%	30%	40%	50%	60%	70%	80%
Locat. familiaux	% hébergés	[shaded]						[shaded]							
	% Loc Coll.	[shaded]						[shaded]							
	% Loc Fam.	[shaded]						[shaded]							
	% Déguerpis	[shaded]						[shaded]							
Locat. collectifs	% hébergés	[shaded]						[shaded]							
	% Loc Coll.	[shaded]						[shaded]							
	% Loc fam.	[shaded]						[shaded]							
	% Déguerpis	[shaded]						[shaded]							

Lieux Domiciles		1er Domicile à DAKAR					2ème Domicile à DAKAR					Direct.FASS DELORME			
		10%	20%	30%	40%	50%	10%	20%	30%	40%	50%	10%	20%	30%	40%
Locataires familiaux	Medina Pl.	[shaded]					[shaded]					[shaded]			
	Gueule Tapée	[shaded]					[shaded]					[shaded]			
	Bidonvilles	[shaded]					[shaded]					[shaded]			
	Fass Pail.	[shaded]					[shaded]					[shaded]			
	Pikine	[shaded]					[shaded]					[shaded]			
Locataires collectifs	Direct	[shaded]					[shaded]					[shaded]			
	Medina Pl.	[shaded]					[shaded]					[shaded]			
	Gueule Tap.	[shaded]					[shaded]					[shaded]			
	Bidonvil.	[shaded]					[shaded]					[shaded]			
	Fass	[shaded]					[shaded]					[shaded]			
Direct	Pikine	[shaded]					[shaded]					[shaded]			
	Direct	[shaded]					[shaded]					[shaded]			

FIG. 3. — Les locataires de Fass Delorme.

Localisation et statuts des domiciles successifs précédant l'installation actuelle (en % par type de locataires).

c. Fass Delorme et ses taudis : un mal nécessaire.

Les marchands de sommeil, par les types nouveaux d'exploitation des locataires qu'ils ont instaurés à Fass Delorme, ne sont pourtant coupables que d'avoir rationalisé le marché locatif, d'avoir déshumanisé, donc « modernisé », des formes de rapport de domination. Ils ne sont pas responsables de la véritable crise du logement très bon marché consécutive à l'expulsion des bidonvilles centraux : le succès de leurs baraques en est la preuve. Fass Delorme est un quartier attractif et répond à un besoin pressant. C'est ce que prouve l'analyse approfondie de l'origine des locataires de notre échantillon.

L'accueil des « déguerpis ». — Nous devons, au préalable, distinguer clairement deux types de locataires. Nous appelons « locataires familiaux » des chefs de famille locataires qui ne sont pas des jeunes récemment immigrés : leur expérience urbaine est déjà relativement longue. Ce groupe compte 73 individus. Le groupe des isolés et « locataires collectifs » (au nombre de 162) est au contraire uniquement constitué de jeunes célibataires qui louent seuls une chambre ou partagent le prix du loyer, en s'entassant à plusieurs (du même âge, de la même ethnie, voire du même village) dans une seule pièce — jusqu'à 13 par pièce !

Les cheminements qui ont mené ces deux groupes à Fass Delorme ne sont pas tout à fait identiques;

il faut pourtant noter que, globalement, 48 % des locataires enquêtés (235 adultes) avaient été « déguerpis » au moins une fois d'un bidonville ou d'un quartier en rénovation; 12 % d'entre eux ont été expulsés avant 1966, 42 % entre 1966 et 1970, 46 % après 1970 : ces rythmes correspondent aux phases du peuplement massif du quartier. Voilà qui confirme une des fonctions de Fass Delorme : l'accueil des « oubliés » de la politique urbaine.

Les migrations intra-urbaines des locataires vers Fass Delorme : interprétation (fig. 3). — Le cursus urbain du jeune immigrant d'origine rurale dans Dakar était jusqu'à présent assez constant (20) : hébergé dans les quartiers centraux (Medina), il devenait locataire, puis propriétaire en bidonville, avant d'être recasé dans la périphérie pikinoise. La disparition des bidonvilles bouleverse ce schéma pour les deux groupes de locataires de Fass Delorme.

A leur arrivée à Dakar, les locataires « familiaux », célibataires venus des campagnes, ont d'abord été ou hébergés (50 % des cas), ou locataires. Leur premier domicile se localisait à Medina (41/73); dans les bidonvilles centraux (21/73), ou à Fass Paillette (11/73), bidonville tout proche de leur habitation.

(20) M. VERNIÈRE, Campagne, ville, bidonville, banlieue : les migrations intra-urbaines vers Dagoudane-Pikine. Cahiers ORSTOM, série Sciences Humaines, vol. X, 1973, p. 217.

Déguerpis de Gueule Tapée (partie de Medina en rénovation) ou des bidonvilles centraux, chassés de Fass Paillotte du fait de la saturation du vieux bidonville résiduel surpeuplé, près de la moitié se sont réfugiés ensuite à Fass Delorme. Les autres (39/73) ont cherché ailleurs : ils sont désormais locataires et se redistribuent à Medina (16/39), à Fass Paillotte (12/39) et même à Pikine (11/39). L'éloignement (Pikine), le manque de place (Fass Paillotte), les poussent à leur tour vers Fass Delorme, nouvelle étape dans leur quête d'une forme de stabilité.

Isolés et locataires collectifs de Fass Delorme n'en sont pas à leur coup d'essai en milieu urbain; moins d'un tiers d'entre eux sont arrivés directement de leur village (encore s'agit-il de ceux qui ont rejoint leurs compagnons de même âge déjà implantés dans le quartier). Les autres ont eu un domicile avant Fass Delorme : hébergés (43/109) ou locataires (66/109), ils habitaient Gueule Tapée (60/109), les bidonvilles centraux (24) et Fass Paillotte (25/109) : déguerpissement d'un côté, surpopulation de l'autre, ont motivé leur implantation à Fass Delorme. L'analyse détaillée de ces migrations intra-urbaines complique quelque peu le schéma simple suivant lequel Fass Delorme, quartier neuf, n'est qu'un exutoire pour les locataires expulsés des bidonvilles centraux. Pikine, Gueule Tapée, Fass Paillotte, sont des noms de quartiers qui reviennent souvent au long des cheminements des locataires.

Les retours à partir de Pikine montrent clairement que certains citadins, refusant l'exil à la périphérie — où les loyers sont pourtant moins coûteux — restent attachés au centre-ville. C'est aussi vers Fass Delorme que se réfugient de nombreux locataires expulsés de Gueule Tapée; mais ce mouvement, de peu de poids à l'échelle de la ville entière, voit son importance très grossie du fait de la nature même de notre échantillon d'enquête. Déguerpis en 1968, ces locataires, essentiellement des Diola, étaient déjà clients de ces mêmes Lebou, propriétaires à la fois de grandes concessions à Gueule Tapée et du Titre foncier X à Fass Delorme. Ils n'ont fait que suivre ces derniers qui, en même temps qu'ils divisaient et vendaient leurs terrains, les ont confiés aux « marchands de sommeil » acquéreurs : intéressant transfert, à la fois de biens fonciers et de clients à exploiter.

Quant à Fass Paillotte, ultime bastion des « irréguliers » à Dakar, il est le premier refuge privilégié par les « déguerpis » : très vite saturé entre 1968 et 1973 (21), il se « déverse » sur Fass Delorme tout proche. Le rôle de cette proximité est à mettre en évidence : la taudification du quartier moderne n'est-elle pas due en partie, par contagion, à la présence du vieux bidonville et de ses baraques ? Des rapports

privilegiés existent d'ailleurs entre les deux quartiers; de nombreux actifs de notre échantillon trouvent à Fass Paillotte des emplois dans le secteur tertiaire informel, et plusieurs chômeurs sans ressources sont nourris par des membres de leur famille demeurée dans le bidonville.

Le rayonnement du vieux quartier spontané prouve l'existence, au cœur de la ville moderne, d'un univers parallèle : celui des « oubliés » de l'urbanisation, qui tentent de régler eux-mêmes leurs problèmes.

Mais, contrairement au cas du vieux bidonville de base, peuplé au premier stade de sa naissance de squatters propriétaires et de leur seule famille, l'accueil des locataires n'est pas, à Fass Delorme, un phénomène second : l'annexe du bidonville est orientée, dès sa création, vers la spéculation locative.

Dans tous les quartiers de Dakar, centraux ou périphériques, on assiste généralement depuis quinze ans à une évolution favorable du parc de logements dans le sens d'une solidification de l'habitat. Fass Delorme, sous la pression de la demande en *habitat précaire*, est donc un exemple singulier de régression qualitative à cet égard, qui marque sans doute un tournant dans l'histoire de Dakar. Au cœur même de la ville, l'évolution de Fass Delorme est la nouvelle réponse populaire à une politique urbaine brutale (22). Pourtant, dans ce nouveau contexte, échaudés par les déguerpissements, les marchands de sommeil sont moins naïfs que les vieux squatters; adaptés au monde moderne, ils s'assurent à la fois des profits supérieurs et l'impunité sur le plan juridique : Fass Delorme est un quartier légal.

En pénétrant dans le monde des locataires, nous constaterons que ces bouleversements récents sont peut-être le prélude à des changements de plus grande portée qui, cette fois, concernent la société dakaroise dans son ensemble.

### III. DAKAR 1975 : UNE SOCIÉTÉ BLOQUÉE, UNE MÉTROPOLE DOMINÉE.

Dans tous les travaux que nous avons menés sur Dakar, et particulièrement dans cette étude, le fil conducteur se trouve dans l'analyse précise des problèmes liés au logement : production et demande. L'approche de la société urbaine aurait d'abord pu être sociologique ou économique; si nous avons privilégié l'aspect spatial et matériel qu'implique d'étude des quartiers, des logements (contenant) puis de leurs habitants (contenu), il s'agit d'un choix volon-

(21) Entre ces deux dates, la densité passe de 650 à plus de 1 000 habitants par hectare.

(22) A la périphérie, devant l'insuffisance des lotissements d'accueil, cette « réponse » populaire s'est déjà traduite, nous l'avons dit, par la création de vastes quartiers spontanés. Cf. M. VERNIÈRE, Pikine, ville nouvelle de Dakar..., op. cit. note 5.

taire. Nous avons montré qu'à Dakar, au sein des différents quartiers, la ségrégation sociale est si forte, la spécialisation est si poussée (23) que, pour tel chef de ménage, un changement de statut économique ou familial se traduit immédiatement par un déménagement vers un logement d'un autre type, situé dans un autre secteur de la ville. L'analyse de la genèse et de la fonction des quartiers d'une part, celle des biographies et des migrations intra-urbaines des chefs de ménage de l'autre : ces deux approches complémentaires sont nécessaires pour qui veut saisir, de façon dynamique, l'évolution d'une ville et de la société qui le peuple.

Ainsi à Dakar, jusqu'à une période récente, nous avons pu mettre en valeur une certaine logique dans les processus d'évolution. A l'échelle de l'espace urbain et de la société dakaroise, cela se passait, en simplifiant, de la manière suivante : tout immigrant assez récent, poussé vers le haut (un quartier plus stable, un statut de résidence plus sûr, un emploi mieux rétribué) par un immigrant encore plus récent, faisait lui-même pression sur un néo-citadin situé au-dessus de lui dans l'échelle sociale.

Ce schéma, pour être valide, est lié à un impératif : l'adéquation entre la mobilité globale des masses urbaines (c'est-à-dire celle des classes populaires, constituant les 3/4 de la population dakaroise) d'une part, et d'autre part l'adaptation progressive des espaces habitables face aux types de demande en logements.

Or, nous l'avons vu par l'exemple de Fass Delorme, l'un des composants de ce système (l'adéquation des quartiers) est actuellement bloqué : il nous faut d'abord interpréter ce phénomène et mesurer son impact réel sur le plan d'éventuels conflits sociaux. Nous constaterons ainsi que la crise du logement populaire ne choque pas profondément les néo-citadins, tant qu'une immigration continue assure quelque espoir de promotion au plus bas niveau.

Mais, en cas de crise économique grave qui se répercute sur l'emploi, et donc sur le rythme de l'immigration, les deux éléments du système (adaptation des quartiers, promotion des citadins) sont bloqués : cela provoque, bien au-delà d'une simple crise du logement, une crise urbaine généralisée qui peut déboucher sur une crise politique. En 1974-75, les deux blocages se conjuguent, et notre analyse des problèmes du logement populaire devient alors pour nous un révélateur commode, facteur explicatif parmi d'autres, dans l'ébauche d'une étude des contradictions actuelles du monde dakarois, pris dans sa globalité.

(23) Ainsi, on peut opposer de nouveau, aux deux bouts de la chaîne, Fass Delorme, au centre en majorité peuplé d'actifs jeunes locataires (8 adultes sur 10), à Guedia Waye, lotissement périphérique le plus récent, peuplé surtout de vieux propriétaires inactifs — 100 % des chefs de ménage sont propriétaires, les 2/3 ont plus de 50 ans, le taux d'activité masculin n'y est que de 30 %.

## 1. La crise du logement populaire : interprétation, impact réel.

L'actuelle crise du logement à Dakar semble résulter non pas tant de la politique volontariste des autorités que d'erreurs d'interprétation, de la part de certains techniciens, dans l'analyse de la réalité urbaine de la capitale.

### a. Le rôle des modèles sud-américains.

Depuis longtemps, géographes, sociologues et urbanistes se penchent sur le problème de la répartition spatiale des aires résidentielles; cette recherche permanente de « modèles » semble être une spécialité américaine, aux Etats-Unis d'abord, depuis Burgess, puis en Amérique latine. En termes pratiques il s'agit essentiellement de connaître et classer — afin de contrôler — la croissance urbaine. En Amérique latine, il fut longtemps admis que, plus on s'éloignait du centre ville, plus la qualité des quartiers baissait : les « marginaux » se retrouvaient donc à la périphérie des cités.

Des attaques virulentes et justifiées ont été portées à ce modèle par Turner d'abord, qui a démontré (24) la qualité réelle de bien des quartiers périphériques de squatters; Stokes avait donné de la force à l'argumentation en distinguant clairement, au niveau du logement populaire, deux types importants : à la périphérie, les « slums of hope » (bidonvilles de l'espoir), au centre ville les « slums of despair » (taudis du désespoir) (25). Les premiers sont parfaitement évolutifs : peuplés de « consolidators » (Turner) qui améliorent *in situ* leurs habitations et gardent l'espérance d'une promotion permanente, ils méritent d'être maintenus et aidés. Turner signale aussi que ces « pionniers » sont très loin de voter « à gauche ». Cet important correctif aux idées reçues a d'ailleurs eu un impact immédiat : il semble que l'indulgence des autorités envers les invasions de squatters à Lima et à Caracas ait beaucoup fait pour démobiliser les « luttes urbaines ». Face à la « barriada » dynamique, le vieux centre historique taudifié (Corralon à Lima), peuplé d'immigrants récents, n'a pas droit à autant d'égards : noyau abject cotoyant la ville monumentale, il n'apporte à ses habitants que le désespoir : faut-il le rénover sur place (dans ce cas le coût est énorme) ou faut-il — aucun auteur n'ose prononcer le mot — l'expulser ? Le second choix est évidemment le plus courant.

La situation dakaroise semble présenter bien des analogies avec celle des villes sud-américaines, et

(24) J. TURNER, *Uncontrolled urban settlements...* Op. cit. note 4.

(25) STOKES, *A theory of slums. Land Economics*, 1962, n° 38, p. 187-197.

donc entrer dans le schéma de Turner. Cela est vrai pour la périphérie de Dakar. Il n'est un secret pour personne que, fortement influencés par les analyses de Turner, les experts de la BIRD (26), encouragés par quelques expériences sud-américaines, ont inauguré, à l'échelle de l'ensemble du Tiers Monde cette fois, une politique d'« urbanisation extensive » : « laisser-aller » envers les squatters de la périphérie des villes ou implantations de vastes périmètres de « parcelles assainies » sur des terrains appartenant à l'Etat. Si imparfaits qu'en soient les résultats actuels, les conséquences de ces actions peuvent être considérées comme un moindre mal dans le cas de Dakar : nécessaire extension spatiale de la capitale, comme soit de propriété des « consolidators », ces deux impératifs ont été conciliés vaille que vaille.

Mais dans le cas du centre ville, comment a-t-on pu confondre les vieux bidonvilles intra-urbains avec des « slums of despair » ? Fass Paillotte est tout le contraire d'un « taudis de désespoir ». Il est clair, par contre, que, fruit de l'expulsion des bidonvilles du centre, Fass Delorme se rapproche désormais davantage du type sud-américain. On doit constater que, peut-être en voulant trop en faire, une politique urbaine volontaire a engendré à Dakar ce que l'on veut voir à tout prix disparaître ailleurs : grave confusion qui aboutit à d'importantes contradictions, et met une fois de plus en cause l'inadéquation à l'Afrique de certaines études préliminaires d'urbanisme (27).

#### b. Des taudis du désespoir à Dakar ?

La naissance de « crypto-bidonvilles » tels que Fass Delorme, la taudification de la Medina, tels sont les résultats de l'expulsion des bidonvilles dakarois du Centre. Il apparaît, dès lors, que l'accueil des immigrants dans la ville est bien compromis.

L'hébergement gratuit des jeunes arrivants, notamment, devient difficile. Selon nos enquêtes biographiques (28), on peut considérer qu'avant 1955 la quasi-totalité des immigrants était accueillie à Dakar par les membres de leur famille, ou du moins par des gens du même village ou de la même ethnie : logé et nourri, le jeune rural bénéficiait aussi d'une

(26) International Bank for Reconstruction and Development. Cet organisme spécialisé dans l'étude, puis le financement de projets de développement dans le Tiers Monde, ne s'intéresse que depuis peu aux problèmes liés à l'« hyperurbanisation », mais comble très vite son retard relatif depuis le début de la décennie.

(27) « Comment des théories, des modèles, des projets conçus dans et pour un contexte différent pourraient-ils convenir aux pays africains ? » écrit Salah EL SHAKHS dans son introduction à un ouvrage collectif d'auteurs africains consacré aux villes : *Urbanization, National Development and Regional Planning in Africa*, New York, 1974, Praeger.

(28) Dans l'ensemble, près de 2 000 biographies et analyses de migrations intra-urbaines caractérisant divers types de chefs de ménage choisis dans une dizaine de quartiers de Dakar entre 1970 et 1975.

aide précieuse dans sa quête d'un premier emploi, même si, une fois l'installation réussie, il devait largement payer les services rendus. Jusqu'en 1965, encore un peu plus de la moitié des ruraux étaient logés gracieusement à leur arrivée (mais cette proportion est inférieure au tiers dans le cas de nos jeunes locataires à Fass Delorme, arrivés à Dakar après 1970). Dans ce quartier, par contre, apparaît le groupe des locataires « collectifs », presque inexistant avant 1960, unique solution à la crise du logement en 1974. Ce dénuement matériel et surtout moral (absence de relations de bon voisinage avec le propriétaire, comme avec les autres locataires) risque en effet de pousser les jeunes immigrants au désespoir.

#### c. Le faible impact politique de la crise du logement.

Pourtant, l'ensemble des blocages liés à la politique urbaine, crise du logement populaire, péjoration des conditions d'accueil des jeunes immigrants à la ville, n'ont pas un impact considérable sur le climat social dakarois.

L'étude du quartier Fass Delorme permet bien de discerner l'essentiel des contradictions actuelles qui caractérisent la capitale sénégalaise ; pourtant, la mise en place du cadre et des conditions matérielles d'éventuelles luttes urbaines ne signifie pas que ces éléments déclencheront des conflits graves. Malgré la péjoration de l'environnement physique et humain dans des quartiers aussi différents que Fass Delorme au centre, et Guedj Awaye à la périphérie, il serait abusif de faire de Dakar un tableau trop sombre : Ibadan, Lagos même (sans parler des métropoles asiatiques) offrent aux citoyens démunis des conditions de vie beaucoup plus détestables ; pourtant les « jacqueries » urbaines pour motif « écologique » n'y sont pas plus fréquentes qu'à Dakar. La question du logement, si elle permet de détecter les lieux d'une possible crise, n'est pas en elle-même un terrain de conflit ; elle n'est certainement pas un frein à l'immigration continue vers Dakar. Les difficultés nouvelles d'implantation définitive à Dakar ne sont un facteur de dissuasion que pour quelques aspirants citoyens. Or, cette immigration continue peut être considérée, dans le cas de Dakar, comme une sorte de garantie de paix sociale.

## 2. L'immigration continue, garantie de paix sociale ?

### a. Les immigrants, d'utiles faire-valoir.

Au Sénégal comme ailleurs, l'immigration d'origine rurale est une soupape de sécurité ; à la campagne d'abord, où elle tempère les effets d'une surpopulation relative, toujours forte quand la dépendance des villageois, soumis aux variations des cours mondiaux



de l'arachide, s'accroît; en ville surtout. Il peut sembler paradoxal de dire que l'afflux des ruraux à la ville et les problèmes d'accueil qu'ils posent sont gages de sécurité pour le système en place; pourtant, une des leçons de nos enquêtes est la suivante: l'absence de luttes urbaines est conditionnée par une certaine mobilité sociale, par le fait que le néo-citadin se sent toujours poussé vers le haut par plus démuné que lui.

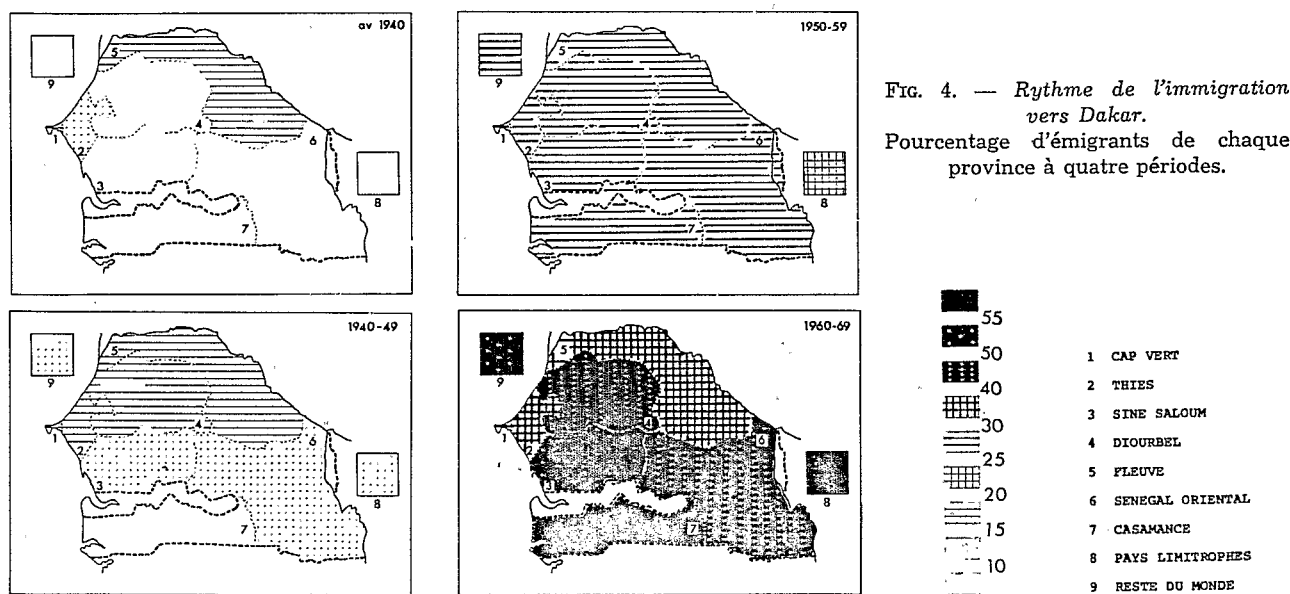
Un tel schéma caractérise la société abidjanaise, et même ivoirienne dans son ensemble: cette dernière peut se diviser en trois « classes » (29): une poignée de dirigeants dominants; le peuple ivoirien dans son ensemble, qui se situe en position moyenne; la masse des « travailleurs immigrés » voltaïques. La présence de ces étrangers valorise l'ensemble des Ivoiriens et les rassure: il y a beaucoup plus bas qu'eux dans l'échelle sociale. L'analyse de Gutkind (30) concerne la société urbaine d'Ibadan: face aux dominants, il individualise également au moins deux « classes » inférieures: les Mekunnu, masse confuse de travailleurs se situant politiquement entre un proto-prolétariat et une petite bourgeoisie opportuniste, et les Talaka, monde des immigrants récents; travailleurs d'occasion. Les rapports entre ces deux types de citadins sont instructifs: les Mekunnu, qui méprisent souverainement leurs inférieurs, refusent d'être confondus avec eux. Contrairement au cas d'Abidjan, les Talaka ne sont pas des étrangers au

pays, mais, comme les Voltaïques en Côte-d'Ivoire, ils permettent, par leur seule présence, tous les espoirs d'ascension sociale à ceux qui les ont précédés à la ville (31).

Cette analyse, valide quand le flux d'immigration se renouvelle sans cesse, pouvait aussi bien caractériser la société dakaroise. Dans le cas du Sénégal, les vagues successives d'immigration touchaient tour à tour des régions et des ethnies particulières: Wolof d'abord, puis Toucouleur du Fleuve, Serer, et enfin, tout récemment, Diola de Casamance (fig. 4). Chaque ethnie déjà implantée en ville avait une certaine condescendance pour les arrivants: Wolof pour les Toucouleur, Toucouleur pour les Serer, puis, toutes ethnies confondues, pour les « paysans » diola. Dans l'ensemble, ces migrations ethniques perpétuent l'image superficielle d'un Dakar semi-rural, où la tradition villageoise tempère la modernité apparente.

L'immigration continue semble engendrer une société en permanente évolution où des transitions sans heurts assurent, dans le temps, des promotions successives, sur les plans du logement et des revenus, au jeune rural.

L'analyse des biographies des locataires de notre échantillon à Fass Delorme prouve en effet, dans un premier stade et au plus bas échelon de « l'aventure urbaine », l'existence de telles possibilités de promotion.



(29) De ce point de vue, et très grossièrement.

(30) P. GUTKIND, The view from below: political consciousness of the Urban Poor in Ibadan. *Cahiers d'Etudes Africaines*, 1974, 57, XV-I, p. 5.

(31) Lire à ce sujet le très bon ouvrage de J.-M. GIBBAL, *Citadins et villageois dans la ville: l'exemple d'Abidjan*. Paris, 1974, Maspéro-PUG.

DATES	Locataires collectifs (Total)							Hommes seulement					femmes seulement								
	10%	20%	30%	40%	50%	60%	70%	10%	20%	30%	40%	50%	10%	20%	30%	40%	50%	60%	70%	80%	
avant 1950																					
1950-59																					
1960-67																					
1968-74																					

DATES	Locataires Familiaux (BCIS)					Locataires Familiaux (DUR)				
	10%	20%	30%	40%	50%	10%	20%	30%	40%	50%
avant 1950										
1950-59										
1960-67										
1968-74										

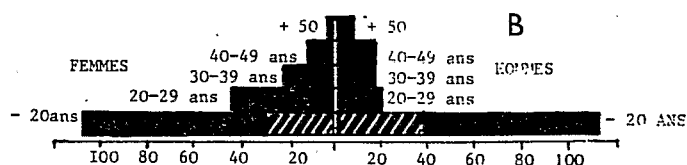
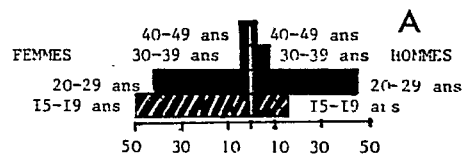


Fig. 5. — Types de locataires à Fass Delorme selon les dates d'arrivée et les âges.  
A. Locataires collectifs et isolés.  
B. Locataires familiaux.

b. *L'illusion d'une ascension sociale pour les néo-citadins.*

*Amélioration des conditions matérielles d'existence des locataires (fig. 5).* — Le facteur durée explique sinon tout, du moins beaucoup de choses. A Fass Delorme, on constate ainsi que les locataires collectifs qui s'entassent, en moyenne, à quatre adultes par pièce en bois, sont aussi ceux dont l'arrivée à Dakar est très récente : 70 % d'entre eux ont quitté leur campagne depuis 1968, et 1 % seulement avant 1960. Les locataires familiaux (anciens locataires collectifs) qui résident actuellement dans des pièces en bois ont, en moyenne, 5 à 10 ans d'ancienneté en plus; 30 % d'entre eux seulement sont arrivés à Dakar avant 1960. De décennie en décennie, s'observent donc les changements favorables sur le plan du logement dont bénéficient la plupart des locataires. C'est bien l'ancienneté de la migration et non l'âge, qui est le facteur primordial : il n'y a pas de différence significative entre l'âge moyen de ceux qui résident dans les deux types de logements (locataires collectifs célibataires mis à part).

*Amélioration de la situation socio-professionnelle des locataires (fig. 6).* — Ce progrès des conditions de vie est lié à des promotions professionnelles. Mais, entre locataires collectifs et locataires familiaux, le groupe des locataires isolés (célibataires louant une chambre individuelle) représente une étape intermédiaire dans l'évolution « vers le haut ».

Les jeunes immigrants célibataires, locataires collectifs, ne sont entrés dans la vie active que dans la proportion d'un tiers (cas des hommes); 10 % seulement d'entre eux sont salariés du secteur moderne; ces privilégiés, auxquels s'ajoutent quelques

journalistes, boys, petits commerçants (*bana-bana*) paient le loyer de la chambre pour leurs camarades écoliers ou apprentis. Le taux d'activité est, par contre, très fort chez les filles : mais la majorité d'entre elles sont des bonnes (donc souvent nourries mais non payées), et, pour une femme, le fait de travailler est un signe de misère, non de prospérité.

Dans le groupe des « isolés » l'évolution est sensible. Chez les hommes, le taux d'activité est très fort; presque tous sont désormais salariés du secteur moderne. Chez les femmes, si les bonnes restent majoritaires, nombreuses sont celles (30 %) qui exercent désormais une activité dans le commerce, profession beaucoup plus noble.

Chez les locataires familiaux, peu de chômeurs (9 %), une forte majorité de salariés; leurs femmes, désormais mères de famille, ne sont plus obligées de travailler : 4 sur 5 n'exercent plus de métier à l'extérieur.

Une différence assez marquée, sur le plan professionnel, apparaît aussi entre ceux qui louent une pièce « en bois » et ceux qui logent « en dur » : 20 % seulement de salariés « qualifiés », mais 12 % de chômeurs dans le premier groupe, respectivement 42 et 5 % dans le second.

Vues d'en bas, des différences sensibles apparaissent donc dans le monde des locataires; elles sont essentiellement fonction de l'expérience citadine des individus. Une progression significative vers le haut est indubitable et confirme, en première analyse, la validité de certaines théories d'évolution. Néanmoins, si une immigration continue pousse vers l'avant les néo-citadins, il ne faudrait pas croire à une promotion continue pour les pauvres Dakarais, même si des réussites particulièrement brillantes, mais indi-

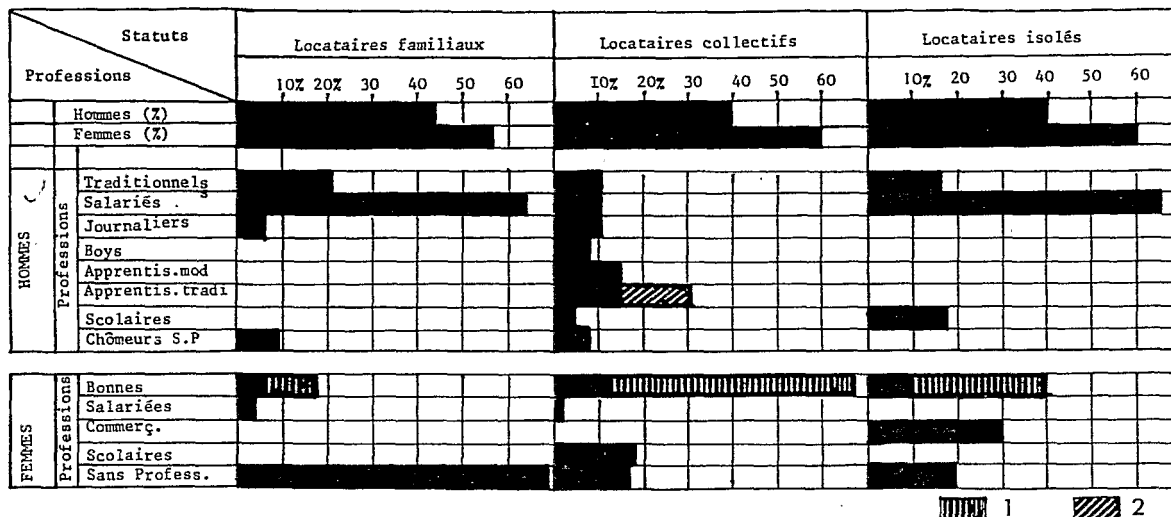


Fig. 6. — Types de locataires à Fass Delorme selon la profession, le sexe et l'ethnie.

1. Femmes Diola. — 2. Hommes Toucouleur.

viduelles, prennent des allures de mythe. En réalité, les immigrants, au terme de leur existence à Dakar, n'ont à peu près aucune chance d'accéder au « paradis » des cités modernes (SICAP, HLM); le cursus des pauvres se heurte très vite à un seuil supérieur.

Pourtant, l'existence d'une promotion initiale assez rapide a pu fortement impressionner les tenants de la vieille théorie du *Folk urban continuum* (32); en généralisant le système, il est séduisant d'affirmer que la ville, culturellement intégrante, fait d'un villageois un citadin à part entière en trois générations. Du bidonville à la villa moderne, à travers de longues et pénibles étapes intermédiaires — l'apprentissage d'un métier « urbain », la connaissance du français, donc la scolarisation, le refus progressif de la famille « élargie » —, le grand-père pousse son petit-fils vers la Terre promise. Quelques réussites de ce genre peuvent avoir valeur d'exemple pour les jeunes ruraux.

En fait, cette image rassurante d'une promotion continue liée à une immigration continue est fille d'une idéologie, non de la réalité. Les classes populaires urbaines prennent conscience de l'existence d'un blocage supérieur dans leur ascension sociale;

mais cette prise de conscience est encore bien vague et n'aboutit en aucun cas à une politisation des masses. Les citadins « bloqués » attribuent à la seule fatalité leur stagnation tant que les immigrants ruraux, utiles faire-valoir, les poussent vers une honnête médiocrité. Mais qu'en est-il si le flot migratoire se tarit, si les néo-citadins n'ont plus d'inférieurs à leur disposition, si, sur le marché du travail, les rangs de l'« armée de réserve » des immigrants, masse rassurante et motivante, ne se renouvelle pas ?

### 3. Crise économique et nouvelle dépendance.

Dès les années 1960, A. Seck (33), a cru pouvoir déceler un déclin relatif des migrations rurales vers Dakar. Il pensait que, dès la fin de la décennie, la capitale s'accroîtrait autant, sinon davantage, par l'excédent des naissances sur les décès que par l'arrivée massive de ruraux. Il ne pensait pas que Dakar, capitale internationale déchuë, puisse encore très longtemps vider un arrière-pays de taille modeste.

En 1975, son hypothèse devient peut-être réalité. Les causes de ce bouleversement récent peuvent être cherchées dans les zones de départ, partiellement rééquilibrées par les ponctions démographiques dues à l'exode rural; elles sont surtout à chercher à Dakar même où, au-delà des tendances générales prévues par A. Seck, au-delà de la crise du logement que nous avons mise en lumière, la dépression économique, très durement ressentie, rend, pour d'éventuels candidats à la migration, l'accès à un toit et à un travail de plus en plus problématique.

(32) Particulièrement bien exposée et combattue par H. CORNG dans Epidémies et endémies de sociologie urbaine... *Cahiers d'Et. Afric.*, 1975, 58, XV, p. 239. Citant l'article de base de L. WIRTH (*Urbanism as a way of life*) il attaque l'idée suivant laquelle la ville elle-même produit de nouvelles formes de vie sociale: « dans un cadre nouveau, l'opposition rural-urbain fournit une véritable théorie du changement social ». S'appuyant sur M. CASTELLS (*La Question urbaine*, Paris, 1972) il rappelle « Ce que nos auteurs attribuaient à la ville, à l'urbain, il faut le rapporter à sa véritable cause, le développement de relations sociales créées par l'industrie sous sa forme capitaliste ». A Fass Delorme, en effet, les 2/3 des actifs sont salariés du secteur moderne, sinon toujours industriel.

(33) A. Seck, *Dakar, métropole ouest-africaine*. Op. cit., note 14.

a. *La migration diola, une interprétation.*

Un signe tangible de la fin des migrations rurales massives vers Dakar réside peut-être dans l'analyse de la dernière de toutes : celle des Diola de Casamance. Cette région, très éloignée de Dakar, séparée du reste du pays par l'étroite langue de terre étrangère qu'est la Gambie, désenclavée depuis peu seulement, ne fournit à la capitale de forts contingents de migrants que depuis 1960 (fig. 4). A Dakar même, les Casamançais devraient donc tenir une place importante au sein des citadins les plus démunis que sont les locataires; mais non, si l'immigration à partir d'autres provinces se poursuit, une place prépondérante. Pourtant, dans notre échantillon d'enquête à Fass Delorme (34), les Diola sont largement majoritaires parmi les locataires : ils regroupent 55 % des effectifs, suivis par les Sérér (13 %), les Wolof (9 %) et les Toucouleur (8 %). C'est dire la faiblesse des contingents migratoires désormais fournis par les autres ethnies — les Wolof, représentés par 9 % de locataires, regroupent pourtant, à l'échelle de toute la ville, près de 50 % des Dakarais.

Encore faut-il noter le caractère très particulier de cette immigration diola : dans la période la plus récente elle est essentiellement *féminine* et motivée par des raisons religieuses et culturelles autant qu'économiques. Dans notre échantillon, sur 112 locataires « isolés » et « collectifs » Diola, on compte à peu près 5 jeunes filles pour un seul homme. La « mandinguisation » des Diola entraîne, en Casamance, l'extraordinaire succès de l'Islam : P. Péliissier (35) a magistralement démontré comment ce phénomène récent bouleverse la vieille « civilisation du riz », pousse les hommes vers la culture de l'arachide, et impose aux femmes des travaux des champs de plus en plus pénibles. Une véritable « révolte des femmes » (rien d'étonnant si les 3/4 des jeunes filles diola de notre échantillon sont musulmanes), pousse ces dernières sur le chemin de la migration définitive vers Dakar : moins d'un quart d'entre elles déclare vouloir rentrer un jour au village. En dépit d'actions de représailles parfois violentes des hommes (36), elles quittent le village par petits groupes de même classe d'âge : elles *s'enfuient* au sens réel du terme, puisqu'une moitié d'entre elles ont déclaré avoir quitté la famille sans avertissement et de nuit.

A Dakar, les jeunes filles deviennent bonnes; souvent seulement nourries, elles se contentent de sur-

vivre dans la capitale. Cette migration, si massive qu'elle soit, n'est pas une migration normale, motivée par la quête d'un emploi. Un travail récent (37) donne une interprétation convaincante du manque d'attrait de la capitale pour les jeunes hommes diola. Signalant à juste titre l'impact de la crise économique à Dakar (au début de 1974, les prix respectifs du riz, de l'huile et du sucre augmentent de 50 %, 48 % et 66 %, tandis que bien des usines pratiquent la « compression du personnel »), il étudie le nouveau chemin de l'exil que commencent à prendre les jeunes Casamançais : celui de la France. Comme pour les jeunes filles diola de notre échantillon dakarais (2/3 des cas), la principale zone d'émigration des jeunes gens, vers la France cette fois, se situe autour de la ville de Bignona. Très islamisé, ce secteur est aussi celui où la crise de la riziculture est la plus forte.

La migration féminine diola vers Dakar, qui n'est sans doute pas une migration économique classique, tout comme le départ des jeunes gens vers la France, prouvent, temporairement peut-être, la fin d'un exode rural massif vers la capitale; un équilibre des campagnes, bien précaire, on l'admettra, en Casamance, n'explique pas cette tendance. La capitale seule est en cause.

b. *De Dakar à la France.*

Les dernières enquêtes que nous avons réalisées à Medina, vieux quartier d'accueil pour les « hébergés », citadins de fraîche date, sont révélatrices : le Sénégal, et singulièrement Dakar, ont été bouleversés en 5 ans par deux crises graves. Dans un premier stade, la sécheresse a poussé de nombreux ruraux vers la grande ville : jamais la Medina n'avait accueilli autant d'hébergés qu'entre 1971 et 1973. A partir de 1974 et notamment pendant le premier semestre de 1975, les ruraux sont retournés chez eux, tandis que les effectifs de nouveaux immigrants sont particulièrement faibles. Ce phénomène, lié nous l'avons vu à la politique d'urbanisation récemment menée est surtout la conséquence directe du second bouleversement, à l'échelle mondiale cette fois : la crise d'un système économique.

La fin de l'immigration à Dakar, désormais livrée à une évolution intrinsèque, les difficultés toujours plus grandes rencontrées par les citadins défavorisés dans leur recherche de travail, sont autant d'éléments qui se répercutent très vite sur la société dakaraise. La société en trois « classes » dont nous parlions à propos d'Abidjan n'est plus de mise : l'absence des immigrants « refouloirs » laisse face à face deux mondes : les dominants et la masse confuse des « dominés »; cette dernière regroupe désormais, au-

(34) Et aussi dans l'étude que nous avons réalisée à Fass Paillotte et, plus récemment à Medina (mai 1975, travail non publié).

(35) P. PÉLISSIER, *Les paysans du Sénégal*.

(36) Signalés par J.-C. BRUNEAU, qui prépare une thèse de géographie consacrée à Ziguinchor, capitale de la Casamance. Dans cette ville, le « trou démographique », évident au niveau des jeunes filles, explique sans doute l'animosité des jeunes gens.

(37) P. CRESTO, *Une déportation contemporaine, la migration casamançaise à destination de la France*. Thèse Paris VII, 1975, sous la dir. de J. Dresch.

delà des différenciations traditionnelles (de l'ethnie à la classe ?) (38) tous ceux qu'atteint une paupérisation généralisée et qui prennent conscience de l'existence d'un « seuil » supérieur qui bloquera toujours leur ascension sociale. Que l'on soit titulaire d'un certificat d'études et d'une parcelle à Pikine ne changera rien à l'affaire. Ce constat contient sans doute les germes d'un grave conflit (39).

Mais si Dakar, sorte de lac de barrage pour le flot des migrants, ne peut plus jouer son rôle, tous ceux que guide l'espoir d'un mieux-être relatif doivent partir vers la source des richesses et des crises : 50 % des jeunes hébergés de notre enquête à Medina désiraient, en 1975, se rendre en France (contre 4 % de ceux de notre enquête sur Pikine en 1971).

(38) Dans un ouvrage récent, consacré au problème de l'« ethnicité » en milieu urbain, A. COHEN écrit à ce sujet : « Qu'une nouvelle ligne de démarcation — celle des classes sociales — coupe les lignes ethniques, l'identité ethnique aura tendance à s'effacer, et le regroupement se fera au niveau des catégories économiques, les démunis s'opposant aux privilégiés indépendamment des différences tribales qui finiront par disparaître ». In COHEN A., ed. *Urban Ethnicity. Ass. social anthrop.*, Monogr. 12, XXIV, Londres, Tavistock, 1974.

(39) Arrêt de l'immigration et crise économique semblent avoir à Dakar des retombées rapides sur la société urbaine. Peut-être faudra-t-il dépasser bientôt l'analyse de G. BALANDIER dans La problématique des classes sociales en Afrique Noire. *Cah. Intern. de Sociol.*, vol. XXXVIII, 1965, p. 139. Pour l'auteur, du fait d'une « acculturation » seulement « relative » des individus, des classes seraient « illusoirement contemporaines ».

Cette émigration lointaine, qui ne fait que débiter, n'est pas du tout identique à celle qui mène les villageois sarakollé vers les foyers de Saint-Ouen (40). Ces mouvements, exclusivement alimentés par les villages du fleuve Sénégal, s'apparentent plutôt à ceux qui affectaient la Kabylie surpeuplée et, plus récemment, qui poussent au départ les pauvres cultivateurs chleuh du Souss d'Agadir. Désormais, de même que dans le Maghreb contemporain, ce sont les ouvriers, chômeurs ou non, d'Alger, Casablanca et Tunis qui gagnent l'ancienne métropole; au Sénégal, ce sont des citoyens dakarois qui désirent s'expatrier.

Ainsi iront-ils grossir en France les rangs des travailleurs immigrés, afin de « valoriser » les plus démunis des Français qui, grâce à eux, supporteront mieux un sort relativement enviable. Dans une autre optique, ils permettront de neutraliser d'autres dominés. Si les plus chanceux des émigrés deviennent, à leur retour, « marchands de sommeil » à Fass Delorme, alors l'internationalisation d'un système, déjà suffisamment clair pour beaucoup, sera seulement un peu plus apparente.

(40) Voir le numéro spécial des *Cahiers Sciences Humaines de l'ORSTOM*, vol. XII, 1975, consacré aux migrations au Sénégal. Notamment l'article de A. DUBRESSON, Les travailleurs Soninke dans l'Ouest parisien.

Marc VERNIÈRE

L'Espace géographique a le triste privilège de publier aujourd'hui le dernier article rédigé par Marc Vernière, avant l'accident qui l'a enlevé aux siens le 5 novembre 1976.

En août 1966, l'Office de la Recherche Scientifique Outre-Mer diffusait son premier travail africaniste : la « Monographie du Centre semi-urbain d'Anyama (Côte d'Ivoire) », dont quelques extraits devaient paraître en 1969 dans les *Cahiers de Sciences Humaines* du même organisme. Entre ces deux dates — dix années — tient toute une carrière de chercheur consacrée à l'Afrique et à la ville. Une carrière bien lente au plan administratif : pour avoir « eu des mots » avec un jury d'agrégation, Marc Vernière allait seulement, au début de 1977, devenir Maître-Assistant à l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales. Mais une carrière terriblement bien remplie, de recherches, d'échanges, de publications.

Chaque mission en Afrique, préparée avec le plus grand soin, menée sur un rythme intense, débouchait quelques mois plus tard sur un article ou davantage. Sa thèse de 3<sup>e</sup> cycle, soutenue en 1973, avait marqué une étape importante. Sous le titre « Volontarisme d'Etat et spontanéisme populaire », elle analysait avec brio la « formation et évolution des banlieues dakaroises ». Essentiellement consacrée à Dagoudane Pikine, ce Dakar-bis dont Marc Vernière avait suivi la croissance, elle posait les

problèmes de l'urbanisation périphérique autour des grandes villes d'Afrique. Le texte va bientôt paraître, sous l'égide du Comité des Travaux Historiques et Scientifiques.

Plusieurs missions avaient permis à Marc Vernière, durant les dernières années, de confronter son expérience et de frotter ses idées au cas d'autres agglomérations : Douala, Ouagadougou et surtout Brazzaville, qui devait l'enthousiasmer. Car c'était un chercheur qui travaillait dans la joie de connaître et de comprendre. A Dakar même, il retournait chaque fois avec le même plaisir. Sa démarche méthodique, remontant les fils de la mobilité urbaine depuis Pikine, l'avait conduit, après sa thèse, à s'attaquer d'une part aux derniers « bidonvilles » intra-urbains, d'autre part à Médina, la vieille cité lotie, le gros morceau, dont il allait, à partir des matériaux de son dernier voyage, dire la signification dans la ville.

Ainsi se construisait petit à petit, dans la recherche, autour d'un fil directeur, une thèse d'Etat qui aurait été une grande thèse, celle d'un géographe de l'espace urbain, de la mobilité de cet espace et des hommes qui le peuplent. Mais pas d'un géographe enfermé dans une géographie défensive : Marc Vernière était assez sûr de lui-même et de sa discipline pour ne pas subir un instant la tentation de se barricader dans une chasse gardée ni dans une spécialité. Aussi bien était-il à son aise à l'École